

des innovations vertes

par Pavan Sukhdev

Les années 2008 et 2009 resteront très certainement inscrites dans l'histoire comme deux années exceptionnelles : celles où la communauté internationale a dû faire face à une série de défis à l'échelle planétaire, qu'il s'agisse de la débâcle financière et de la récession économique profonde, ou des crises interdépendantes de l'alimentation, de l'énergie et de l'environnement — deux années également marquées par un renouveau et un tournant politiques majeurs.

Reste à savoir si le « seuil critique » que nous avons atteint nous fera basculer vers un monde nouveau, meilleur et durable? Ou va-t-on se contenter de relancer notre système économique traditionnel, juste assez pour pouvoir avancer tant bien que mal sur la voie du développement non durable pour quelques temps encore, en attendant que sonne un rappel plus brutal, sans doute celui de la dernière chance?

Il semble que l'on réalise enfin que le vieil ordre économique est sérieusement essoufflé et qu'il est même sur le point de s'effondrer. On n'entend plus sur les marchés le vieux cri de guerre « greed is good » (« Le fric c'est chic ») et on ne considère plus les nationalisations comme des méthodes machiavéliques à éviter à tout prix. On peut même évoquer les « limites de la croissance » sans passer pour un malthusien complètement démodé. On dirait que les articles sur les sciences de l'environnement et l'économie de l'environnement publiés depuis des décennies sont enfin sortis des tiroirs et lus, non seulement par le grand public, mais aussi par les dirigeants politiques.


Si l'on en juge par la série de programmes de relance mis en place pour empêcher que la crise financière ne débouche sur une débandade totale de l'économie mondiale, il apparaît clairement que les dirigeants du monde prennent le problème très au sérieux. Ils se sont déjà engagés à verser près de deux trillions de dollars pour colmater les failles du système financier mondial. Deux trillions supplémentaires vont suivre sous forme d'enveloppes fiscales — octroyées par plus d'une douzaine de gouvernements de pays développés et de pays en développement de toutes les régions du monde — afin d'éviter ce qui pourrait être la pire récession depuis le début des années 1930. En Australie, les offres d'emplois ont accusé une chute vertigineuse, atteignant leur plus bas niveau en 30 ans, selon les indicateurs du marché du travail. Les Etats-Unis viennent pour leur part d'afficher les plus mauvais résultats en matière de durée hebdomadaire du travail depuis plus d'un quart de siècle.

Ce que l'on sait beaucoup moins, c'est qu'environ 20 % des deux trillions de dollars des programmes de relance économique sont destinés à verdir l'économie. Il s'agit d'investissements et de mesures incitatives en faveur des sources d'énergie renouvelables, de l'efficacité énergétique, de l'efficacité des matériaux, des technologies propres, de la réduction des déchets, et d'un domaine d'activités qui suscite un intérêt croissant, l'utilisation durable et la restauration de la nature, à savoir des écosystèmes et de la diversité biologique. Les questions qui se posent sont les suivantes : tout cela va-t-il fonctionner, est-ce suffisant, et est-ce la meilleure façon d'utiliser les ressources publiques? Enfin, que peut faire l'écologisation pour l'économie mondiale, l'emploi et la pauvreté?

En deux mots, elle peut empêcher que l'économie mondiale ne connaisse une autre période prolongée de récession sévère, avec des pertes massives d'emplois et une aggravation de la pauvreté, et elle peut façonner une économie dans laquelle la croissance est véritablement durable. C'est ce que l'Initiative Emplois verts du PNUF se prépare à démontrer.

Prenons le cas de l'énergie propre par exemple. A l'échelle du globe, le secteur des technologies des énergies renouvelables emploie déjà 2,3 millions de travailleurs. D'ici à 2030, l'investissement prévu en faveur de ces technologies est susceptible de créer 20 millions d'emplois dans le monde, dont 2,1 millions dans le secteur de l'énergie éolienne, 6,3 millions dans celui des systèmes photovoltaïques solaires et 12 millions dans les activités agricoles et industrielles associées aux biocarburants. A titre de comparaison, le nombre total d'emplois dans le secteur du pétrole et du gaz et dans l'industrie du raffinement du pétrole dépasse à peine 2 millions. Les nombres parlent d'eux-mêmes.

Les entreprises ont-elles commencé à verdir leurs produits et à se tourner vers un monde nouveau? Les plus avisées n'ont pas attendu. Dans le cadre d'une campagne intitulée « écomagination », les ingénieurs de la compagnie General Electric ont réussi à transformer l'un des plus anciens et plus puissants moyens de transport en une pure merveille sur le plan de l'efficacité énergétique : la locomotive hybride. Prenez une locomotive d'une puissance de 4400 chevaux, ajoutez-lui des piles rechargeables sans plomb (un accumulateur à sels fondus



de 450 kg) et une locomotive diesel à bon rendement énergétique, et le résultat est impressionnant. Dès que le moteur freine, les batteries électriques se rechargent (système similaire à celui de la Toyota Prius), générant 2000 chevaux supplémentaires utilisés selon les besoins. Le résultat? Une diminution de 15 % de la consommation de carburant et une réduction remarquable de 50 % des émissions par rapport aux locomotives actuellement en service. Et la meilleure nouvelle? La première locomotive hybride entrera en service dès l'année prochaine.

Mais qu'en est-il de la pauvreté? L'écologisation ou les énergies renouvelables peuvent-elles aider à résoudre les problèmes ciblés par les

Objectifs du Millénaire pour le développement, que nous nous efforçons toujours de réaliser? Voici un exemple qui fournit une réponse à la question : Grameen Shakti, une entreprise lancée au Bangladesh par la Banque Grameen fondée par le précurseur du microcrédit et Prix Nobel de la paix, le Professeur Muhammad Yunus. Depuis 1996, elle a été à l'origine d'une révolution silencieuse au Bangladesh dans le secteur énergétique en vendant et en finançant des panneaux photovoltaïques solaires, et en contribuant tous les mois à l'installation de systèmes énergétiques respectueux de l'environnement dans plus de 8000 foyers à travers le pays. Les femmes qui achètent les panneaux solaires deviennent elles-mêmes distributrices et vendent à leurs voisins l'électricité solaire qu'elles produisent à un prix qui ne dépasse en aucun cas le coût mensuel du kérosène, qui est le combustible traditionnel. Le directeur général de Grameen Shakti, Dipal Barua, s'est fixé comme objectif de verdir le secteur énergétique, de remplacer les poêles à kérosène par de l'électricité solaire dans un million de foyers d'ici à l'année prochaine et d'améliorer de la sorte les conditions de vie et la santé des femmes du Bangladesh.

Cela étant, les investissements verts prévus par les programmes de relance vont-ils suffire? Les conditions favorables à une nouvelle ère économique respectueuse de l'environnement sont-elles en place? Ces questions sont au cœur de l'Initiative Emplois verts.

Pour y répondre, l'Initiative est structurée autour des secteurs clés de l'investissement vert — les énergies renouvelables et l'énergie rurale, les technologies propres, la gestion des déchets et des substances dangereuses, les villes durables, les entreprises environnementales et les infrastructures naturelles. Son premier rapport, portant sur un « new deal vert à l'échelle mondiale », sera publié dans quelques mois. Il permettra aux décideurs d'apprécier tout le potentiel que présentent les investissements dans les activités axées sur une économie verte : une mobilisation des fonds publics qui ne va pas simplement relancer la croissance économique et l'emploi, mais qui s'inscrit dans une perspective de durabilité à long terme, une stratégie qui représente sans doute le moyen d'obtenir le meilleur retour sur les investissements publics.

Reste à savoir si la transition vers une croissance durable doit attendre que se dégage une volonté politique et que se mettent en place des mesures politiques coordonnées? Peut-être pas. « On voit déjà une économie verte émerger des décombres », estime Lawrence Bloom, président du groupe sur les villes durables de l'Initiative pour une économie verte. Nous espérons que les modèles qui ont fait la preuve de leur efficacité pourront ainsi être transposés partout dans le monde. Notre vision de la planète est celle d'une société mondiale qui vit en harmonie avec la nature et qui prospère grâce à une économie mondiale véritablement respectueuse de l'environnement. 